



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

Elections régionales en Allemagne : pour comprendre, aller plus loin que Afd = fascisme et Die Linke = gauche radicale.

Les électeurs allemands des Länder de Mecklembourg-Poméranie et de Berlin ont été appelés à voter, dimanche 20 septembre, pour élire leur Landtag (parlement régional). Nous donnons quelques brefs éléments d'explications sur les résultats.

Le Land de Mecklembourg-Poméranie

Dans le Land de Mecklembourg-Poméranie, situé au nord-est du pays, jouxtant le Mer Baltique et ayant partie de la République Démocratique Allemande (RDA), les résultats présentent de nombreuses similitudes avec ceux de Saxe-Anhalt où les élections ont eu lieu quinze jours auparavant. Par rapport à 2021, la participation augmente sensiblement : 1 024 251 votants (78,11 %) en 2026 contre 929 118 votants (70,83 %) en 2021 (plus 7,28 %).

La coalition de la ministre présidente sortante Manuela Schwesig (SPD) comprenant son parti et Die Linke (la gauche), une formation également sociale-démocrate (nous y reviendrons) recule. Le SPD obtient 360 393 voix (35,50 %) contre 361 761 (39,59 %) en 2021, une perte de 4,09 %, et passe de 34 à 29 sièges (moins cinq). Son allié Die Linke obtient 66 388 voix (6,54 %) contre 90 865 voix (9,94 %) en 2021, une perte de 3,50 %, et passe de 9 à 5 sièges (moins quatre). C'est le pire score électoral de Die Linke dans ce Land depuis l'existence de cette formation. La majorité absolue des sièges étant de 36, la coalition sortante n'a plus la possibilité de gouverner seule le Land (34 sièges au total).

Pour les autres partis du bloc central, Les Verts obtiennent 57 587 voix (5,67 %) contre 57 548 (6,30 %) en 2021, une perte minime de 0,63 % et leur parti conserve les 5 sièges acquis en 2021, permettant d'envisager une coalition élargie, à trois, pour diriger le Land. Le parti charnière du FDP (libéral) ressort essoré de ces élections. Il obtient 10 415 voix (1,03 %) contre 52 945 voix (5,79 %), en 2021 ; il ne passe pas la barre des 5 %, et disparaît donc de Landtag, comme dans beaucoup d'autres régions, il perd les 5 sièges acquis en 2021. La CDU, le parti chrétien-démocrate du chancelier Merz subit un sort similaire. Il obtient 49 629 voix (4,89 %) contre 121 583 voix (13,30 %), une perte de 8,41 % ; elle ne franchit pas non plus la barre des 5 % et perd l'ensemble des 12 sièges qu'elle avait acquis en 2021. C'est l'aboutissement d'une suite de reculs depuis trois scrutins et une situation inédite, puisque pour la première fois la CDU ne sera pas présente dans un Landtag.

La principale bénéficiaire de ce scrutin est l'AfD, cette organisation réactionnaire surfe sur l'absolu mécontentement existant dans le pays vis-à-vis du bloc central et spécifiquement de la CDU et du chancelier, notamment à cause de ses positions bellicistes et de la hausse des prix du carburant (liée au refus d'acheter du pétrole et du gaz russes). Elle obtient 388 026 voix (38,22 %), contre 152 747 voix (16,72 %), un gain de 21,50 %, et passe de 14 à 32 sièges (plus dix-huit).

Enfin, le BSW, nouvelle formation de gauche mène campagne pour la paix et contre l'immigration, n'existait pas en 2021, elle obtient 49 036 voix (4,83 %), ceci ne lui permet pas d'entrer au Landtag, contrairement à ce qui est arrivé en Saxe-Anhalt.

Voici quelques extraits de ce que nous écrivions à propos des élections en Saxe-Anhalt, s'appliquant parfaitement à l'élection en Mecklembourg-Poméranie.

« Il ne s'agit pas de minimiser le danger, l'AfD compte des admirateurs d'Hitler parmi ses militants et ses dirigeants, mais sa réalité même est plus complexe, et il est important de comprendre ce qui explique ce vote massif, en faisant, comme dans toute élection, une distinction entre les dirigeants du parti, ses militants et les électeurs qui ont choisi de lui apporter leur voix. [...] Le fascisme n'apparaît pas parce que, soudain des millions de personnes deviennent autoritaires et racistes. Des conditions matérielles produisent un terrain fertile : crise économique, chômage, appauvrissement, décomposition des organisations ouvrières, frustration de la petite bourgeoisie traditionnelle, ambition de la nouvelle... Là réside le lien avec l'Allemagne contemporaine et le résultat obtenu par l'AfD : ce parti ultra-réactionnaire s'est emparé de problèmes matériels bien réels : précarisation, logement, perte de pouvoir d'achat, dégradation des services publics, pour les réarticuler sur le plan idéologique. C'est l'histoire de l'ennemi désigné comme responsable : l'émigré, le musulman, le communiste, afin que la contradiction fondamentale capital/travail reléguée au second plan par une manière de « bataille culturelle » conçue pour dresser les exploités les uns contre les autres. [...] Mais, le parti milite contre la guerre, défend une politique d'entente avec la Russie, s'en prend très fermement à la supranationale UE dont il prône la sortie. Il défend les services publics, notamment les hôpitaux. Beaucoup de militants et la majorité des électeurs dénoncent le génocide de Gaza. Et il est plébiscité dans l'ancienne RDA. La disparition de la RDA a été une catastrophe. Ce fut une annexion et une colonisation. Toute l'industrie de la RDA (7^{ème} puissance économique du monde, pour un pays de 17 millions d'habitants) a été démantelée en quelques années. Sans parler de l'arrogance des colonisateurs venus de RFA, les Wessies, ont humilié longuement leurs « compatriotes » de l'Est. Il existe une nostalgie de l'ancienne Allemagne démocratique, un pays dans lequel tout le monde avait un emploi. Elle se fait, pour les jeunes générations votant AfD, parfois au prix d'une méconnaissance totale du danger nazi. Si la RDA avait dénazifié, ce ne fut jamais le cas à l'Ouest, et pas plus depuis l'annexion de la RDA. L'AfD et son électorat sont un pot-pourri, une improbable cohabitation ; manifestement ce vote apparaît beaucoup plus comme un vote de rejet du système de gouvernance allemand, qu'un vote d'adhésion au programme de l'AfD. ».

Le land de Berlin

La situation est assez différente dans le Land de la ville capitale. Pour autant, la hausse de la participation y est spectaculaire, passant de 1 559 228 votants en 2023 (les élections de 2021 ayant été annulées) (62, 90 %) à 1 846 170 votants (74,62 %) en 2026, une augmentation de 11,72 %. A noter que le Landtag / Conseil municipal comporte 130 sièges et non 71 comme dans les deux Landtags de Saxe-Anhalt et de Mecklembourg-Poméranie. Les partis du bloc central reculent comme en Mecklembourg-Poméranie. La coalition du bourgmestre-gouverneur sortant, Kai Wegner (CDU), comprenait la CDU et le SPD. La CDU obtient 342 516 voix (18,77 %) contre 428 228 voix (28,23 %) en 2023, une perte de 9,46 %, et passe de 52 à 34 sièges (moins dix-huit). Le SPD obtient 220 939 (12,11 %) contre 279 017 voix (18,39 %) en 2023, une perte de 6,28 %, le faisant passer de la deuxième à la cinquième place ; et passe de 34 à 22 sièges (moins douze). Les Verts, traditionnellement implantés à Berlin Ouest, obtiennent 260 700 voix (14,29 %) contre 278 964 voix (18,39 %) en 2023, une perte de 4,10 %, et passent de 34 à 26 sièges (moins huit). Enfin, le FDP obtient 46 341 voix (2,54 %) contre 70 416 voix (4,64 %), une perte de 2,10 %. Il n'était déjà pas parvenu à accéder au Landtag en 2023, mais recule encore. L'AfD progresse, mais de manière moins spectaculaire que dans les deux autres Länder. Elle obtient 296 601 voix (16,86 %) contre 137 871 (9,09 %) en 2023, un gain de 7,79 %, et passe de 17 à 29 sièges (plus douze). Le BSW, n'existait également pas en 2023, il obtient 86 041 voix (4,72 %) et ne franchit donc pas la barre des 5 %. Le vainqueur incontestable de cette élection est Die Linke, obtient 480 060 voix (25,65 %) contre 185 119 voix (12,20 %), un gain de 13,40 % et passe de 22 à 47 sièges (plus vingt-cinq). Dans cette analyse, nous ne rangeons pas Die Linke dans le bloc central en raison de la spécificité de cette organisation à Berlin, qu'illustrent les thèmes de la campagne électorale qu'elle a menée.

Die Linke, qu'es aquò ?

Die Linke est parfois considérée comme la lointaine descendante du SED, le parti socialiste unifié fut aux commandes de l'Allemagne démocratique de 1949 à 1990. C'est une filiation tout de même assez incertaine. En 1990, un certain nombre d'opposants à la direction du SED, en avaient pris la direction à l'occasion de l'annexion et de la contre-révolution, le dissolurent et créèrent le PDS (parti du socialisme démocratique) ; titre sous-entendant que le socialisme de RDA ne l'était pas, démocratique. Le PDS prit la pente glissante de la plupart des anciens partis communistes d'Europe au lendemain de la fin de l'URSS et des pays socialistes d'Europe. Ils devinrent un parti d'opposition de « gauche », ne remettant plus en cause le capitalisme. Puis, ils fusionnèrent avec l'aile gauche du SPD, menée par l'ancien ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, pour créer le conglomérat baptisé Die Linke. Sarak Wagenknecht, militante du PDS, issue de la RDA, a ensuite quitté Die Linke fondant son parti BSW, avec deux divergences essentielles envers le parti qu'elle quittait, une position favorable à une « immigration contrôlée », très dans l'air du temps, mais aussi une opposition ferme à l'UE et à la

poursuite du soutien à l'Ukraine. BSW, notons le, est le seul parti d'Allemagne à se prononcer pour la solidarité avec la Palestine.

Toute la presse, en France comme en Allemagne, affuble Die Linke du qualificatif « gauche radicale ». Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le sens du concept de « gauche radicale » est assez flou. Il est attribué, en France, à LFI, dont le programme est dix fois plus droitier que celui de Mitterrand en 1981, sans parler de celui de Georges Marchais. En réalité, Die Linke est un parti social-démocrate, utilisant des thèmes dits sociétaux pour ne pas parler de lutte des classes et dont les militants et électeurs se recrutent parmi les couches moyennes.

Mais, Die Linke à Berlin fait exception. Ce n'est pas tant sa tête de liste qui illustre ce changement. Avocate, fille d'émigrés politiques turcs fuyant le régime fasciste de Kenan Evren, mais faisant partie des couches moyennes, Elif Eralp est entrée dans le militantisme par la lutte contre le nucléaire. Rien de bien différent des autres. Elle met l'accent sur la place des immigrés, l'antiracisme, mais celles et ceux, avec elle, animant ces questions dans Die Linke, sont également issus des couches moyennes. Enfin, elle a vécu en RFA et habite Kreuzberg, emblématique quartier de Berlin-Ouest, et n'a aucun rapport, ni de près, ni de loin, avec la RDA. Pour autant, le parti recrute partiellement dans les milieux ouvriers, à Berlin et, surtout, la hausse de la participation et le choix majoritaire de Die Linke viennent essentiellement des quartiers ouvriers de l'Est. Engagée dans des luttes contre la gentrification de la ville, elle a présenté un programme, porté pendant la campagne électorale, autour de l'accès au logement, proposant la municipalisation de 220 000 logements du parc privé, lui ayant valu la ferme opposition du SPD pendant la campagne. La mise en avant d'une proposition concerne bien plus les travailleurs que les petits bourgeois et a inévitablement joué un rôle dans ce que l'on peut considérer comme une évolution de l'électorat de Die Linke. Comme nous l'avons écrit pour l'AfD à propos de la Saxe-Anhalt, il est important de dissocier les motivations des électeurs du programme politique national de Die Linke, surtout qu'à Berlin, ce programme était quelque peu différent. Les militants berlinois de Die Linke sont plus mobilisés sur la solidarité avec la Palestine que le parti dans le reste du pays.

En conclusion

Les suites de l'élection de Berlin seront à regarder attentivement. Elif Eralp et Die Linke vont-ils pouvoir diriger la ville ? Que fera le SPD, qui a pris une volée de bois vert, mais ne veut pas des 200 000 logements municipalisés ? En cas de gouvernement de « gauche », le programme de Die Linke sera-t-il appliqué ? Que feront les travailleurs ayant voté pour eux dans le cas contraire, ou même si l'application est seulement partielle ? Ce sont toutes les questions qu'il est utile de se poser. En tout état de cause, on constate un regain du vote ouvrier quand le sentiment est présent cela peut servir à quelque chose, probablement sans illusion sur les politiciens, y compris Elif Eralp.

Au sujet de l'élection dans le Land de Mecklembourg-Poméranie, nous pouvons reprendre ce que nous disions il y a quinze jours à propos de la Saxe-Anhalt, n'a pas pris une ride. Cette élection révèle l'état des lieux. Un risque de résurgence du nazisme est certain, mais ce n'est pas forcément en Allemagne qu'il est le plus avancé, les pays baltes, l'Estonie et l'Ukraine n'ont rien à lui envier. Le combat idéologique incessant des tenants du Grand Capital contre le marxisme-léninisme a permis ce retour en grâce. La glorification de Melnyk et Bandera, nous le dit. Il faut absolument voir le lien de cette élection avec le sort de la RDA et, tout autant, avec la remilitarisation de l'Allemagne organisée par Merz.

Le fascisme n'est pas un phénomène spontané, encore moins en-dehors de la lutte des classes. Il naît de la démocratie bourgeoise si le Capital en a besoin. On ne le combattra pas par des grandes idées morales. Pas non plus en l'isolant des autres courants de la démocratie bourgeoise. Bien au contraire, on ne le combattra jamais mieux qu'en combattant le capitalisme et tous les courants idéologiques à son service, le fascisme et la démocratie bourgeoise en même temps.